

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Attaché : création de deux postes.

L'un des postes pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste sera affecté à la Direction du Parc du Lunaret :

- *Nature des fonctions* : responsable du service pédagogique ;
- *Niveau de recrutement* : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier soit être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du pilotage de projet pédagogique et du management ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement du service pédagogique et de piloter les animations et les actions de communication du Parc du Lunaret, ce poste ne peut rester vacant ;

- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Filière Technique :

Adjoint technique : création de sept postes.

Filière animation :

Animateur: création d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : création d'un poste.

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puéricultrice principal de 2^{ème} classe : création d'un poste.

Cadre de santé de 2^{ème} classe : création d'un poste qui pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : responsable de secteur ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-337 du 21 mars 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux cadres territoriaux de santé paramédicaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer la gestion rigoureuse et de garantir le bon fonctionnement des établissements d'accueil de jeunes enfants dans le respect des réglementations et des procédures en vigueur, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 7 novembre 2019:

Filière administrative :

Adjoint administratif : suppression de trois postes.

Rédacteur : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Attaché : suppression de quatre postes.

Administrateur : suppression d'un poste.

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de sept postes.

Agent de maîtrise : suppression d'un poste.

Agent de maîtrise principal : suppression d'un poste.

Ingénieur principal : suppression d'un poste.

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Animateur : suppression de deux postes.

Animateur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : suppression d'un poste.

Filière médico-sociale :

Cadre supérieur de santé : suppression d'un poste.

Filière culturelle :

Adjoint territorial du patrimoine : suppression d'un poste.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : suppression de trois postes.

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Il est proposé de prévoir que le poste déjà créé au tableau des effectifs au grade d'éducateur de jeunes enfants de 2^{ème} classe pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : animateur de RAM ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2017-905 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;

- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'amélioration de l'information et de l'accompagnement des familles sur l'ensemble des modes d'accueil ainsi que d'améliorer la qualité et la professionnalisation de l'accueil individuel, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres confondus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191121-107990-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/12/19
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.